

April 13, 2026

# BILBoard avril 2026 – Au-delà du bruit



*D'après le Comité d'allocation d'actifs du 31 mars 2026*

L'incertitude géopolitique a occupé le devant de la scène en mars, alors que le conflit au Moyen-Orient dépassait le cap du mois, réduisant considérablement l'espoir que l'impact de la fermeture du détroit d'Ormuz sur les prix de l'énergie soit temporaire. Les actions mondiales ont chuté et les rendements obligataires ont augmenté, les banques centrales des deux côtés de l'Atlantique ayant revu à la hausse leurs prévisions d'inflation. Les acteurs du marché anticipent désormais des hausses de taux de la part de plusieurs banques centrales en Europe, tandis que les anticipations de baisse des taux aux États-Unis ont été repoussées à 2027.

Début avril, les marchés boursiers ont rebondi, les actions européennes enregistrant leur meilleure performance quotidienne depuis 2022 à la suite de l'annonce d'un cessez-le-feu de deux semaines au Moyen-Orient. Cependant, l'incertitude reste forte quant à la durabilité de la trêve, d'autant plus que la mise en œuvre du cessez-le-feu a déjà connu des revers. Les cours du pétrole ont baissé par rapport à leur pic, oscillant juste en dessous de 100 dollars le baril au moment de la rédaction du présent rapport. Néanmoins, même si le conflit venait à s'apaiser, les experts soulignent que les chaînes d'approvisionnement énergétiques ont déjà subi des dommages importants, et que la réparation des infrastructures et la reprise complète des flux prendront probablement plusieurs mois, voire plusieurs années. L'orientation des marchés reste très sensible à l'actualité géopolitique.

Compte tenu des dommages subis par les infrastructures énergétiques critiques à travers le Moyen-Orient, et alors que le trafic dans le détroit d'Ormuz s'est réduit à un filet, il semble difficile d'éviter **des déséquilibres persistants sur le marché de l'énergie**.

**La hausse des prix de l'énergie a des implications plus larges pour l'économie mondiale**, car elle se répercute généralement rapidement sur les chaînes d'approvisionnement et alimente l'inflation. Le pétrole et le gaz naturel sont des intrants essentiels dans une grande partie de l'économie industrielle, sous-tendant la production de la grande majorité des biens manufacturés. Le Moyen-Orient joue également un rôle crucial dans l'approvisionnement mondial en intrants clés tels que les engrais et les métaux, ce qui accroît le risque de nouvelles pressions sur les coûts et d'un ralentissement de la croissance.

Dans le même temps, **les signes d'un affaiblissement de la croissance mondiale** se font plus évidents. Le moral des entreprises et des consommateurs aux États-Unis, en Europe et en Asie laisse présager un ralentissement de l'activité, tandis que la baisse des revenus réels pourrait peser sur la demande. Aux États-Unis, le récent recul des marchés boursiers a également **atténué l'effet de richesse** qui soutenait auparavant les dépenses de consommation. Ensemble, ces facteurs laissent entrevoir un environnement de croissance plus fragile dans les mois à venir.

Parmi les différentes régions, l'économie **américaine** semble **mieux placée pour absorber le choc actuel**, en grande partie grâce à son statut d'exportateur net d'énergie. De plus, plusieurs facteurs de résilience demeurent en place : tant les ménages que les entreprises disposent généralement de bilans solides et les investissements continus liés à l'intelligence artificielle continuent de soutenir l'activité. Cela dit, l'inflation était déjà plus élevée que ce que la Réserve fédérale aurait souhaité avant le début du conflit. **La hausse des prix de l'énergie accentue donc les pressions sur le coût de la vie**, en particulier pour les ménages à faibles et moyens revenus.

**L'Europe** est moins exposée à ce choc énergétique qu'en 2022, ayant diversifié ses sources d'énergie à la suite de la crise précédente. Cependant, la **région reste fortement dépendante des importations de carburant et de gaz naturel liquéfié**, et les prix internationaux de l'énergie sont nettement plus élevés qu'au début de l'année. Les niveaux de stockage de gaz sont faibles et leur reconstitution au cours de l'été sera coûteuse. Avec **une inflation déjà en hausse et une dynamique économique qui s'affaiblit**, les risques de stagflation augmentent. La baisse de la confiance des consommateurs et des entreprises pourrait compromettre ce qui s'annonçait comme une reprise fragile.

En **Asie**, **l'impact de la hausse des prix de l'énergie est encore plus marqué**. Une grande partie des exportations de pétrole transitant par le détroit d'Ormuz est destinée aux économies asiatiques, ce qui place certains pays face à des défis similaires à ceux qu'a connus l'Europe en

2022. Pour les économies des marchés émergents, la hausse des prix du pétrole et une Fed moins accommodante réduisent la marge de manœuvre pour un assouplissement monétaire. Dans certains pays, un resserrement de la politique monétaire pourrait même s'avérer nécessaire si les prix de l'énergie continuent d'augmenter. Cela laisse présager une liquidité plus restreinte, un soutien moindre aux valorisations et des tensions accrues pour les marchés plus dépendants des capitaux étrangers.

**La Chine**, cependant, fait figure d'exception relative. Grâce à d'importantes réserves énergétiques stratégiques, à des voies d'approvisionnement diversifiées, à une production nationale solide et à des investissements significatifs dans les énergies renouvelables et les infrastructures énergétiques, la Chine est **mieux armée pour gérer le choc énergétique actuel**, du moins à moyen terme.

## STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT

### Actions

Dans un contexte de risque géopolitique accru et d'incertitude persistante sur les marchés de l'énergie, nous avons ajusté notre positionnement en actions afin de refléter les différents niveaux de résilience régionale. Si l'Europe est mieux préparée qu'en 2022, son exposition à des prix mondiaux de l'énergie élevés et à des indicateurs de confiance en baisse accroît les risques de ralentissement de la croissance, à un moment où la capacité à fournir un soutien budgétaire est inégale d'un pays à l'autre. En conséquence, nous avons décidé de **réduire notre exposition aux actions européennes au profit des actions américaines (couvertes en EUR)**. Les États-Unis offrent une meilleure visibilité en matière de croissance, soutenus par des entreprises bien capitalisées et innovantes, ainsi que par un secteur énergétique qui devrait bénéficier des perturbations de l'approvisionnement au Moyen-Orient, les exportations américaines de brut devant atteindre des niveaux records alors que les acheteurs asiatiques recherchent des alternatives à leurs fournisseurs traditionnels.

Nous **avons également réduit notre exposition aux actions des marchés émergents**, notamment en raison des risques auxquels sont confrontés les pays importateurs d'énergie, où la hausse des prix du pétrole, le resserrement des conditions financières et la flexibilité politique limitée accentuent les pressions sur la croissance, l'inflation et les devises. Les liquidités ainsi dégagées ont également été réorientées vers les actions américaines, que nous considérons comme offrant un profil plus résilient dans le contexte actuel.

Au sein de notre **allocation en actions américaines**, nous **avons abandonné notre préférence pour une approche à pondération égale au profit d'une approche pondérée en fonction de la capitalisation boursière**. Après la solide performance des indices à pondération égale cette année, nous avons saisi l'occasion de sécuriser une partie des gains. Le retour à une stratégie de pondération en fonction de la capitalisation boursière augmente notre exposition aux grandes entreprises financièrement solides et dotées de modèles économiques diversifiés. En

cette période d'incertitude géopolitique persistante, ces entreprises bien établies ont tendance à offrir une plus grande stabilité et une meilleure résilience.

### Ajustements sectoriels

Parmi nos préférences sectorielles en actions, nous **avons abaissé la note du secteur financier européen à « neutre »**, reflétant sa forte sensibilité à la visibilité de la croissance économique, au risque de crédit et à la volatilité des marchés. Les importantes positions en obligations souveraines et d'entreprises détenues par les banques et les assureurs font que la hausse des rendements pèse sur les ratios de fonds propres et la qualité des bénéfices.

Nous **avons relevé notre opinion sur le secteur des services de communication européens à « positif »**. Ce secteur, qui comprend les opérateurs de télécommunications, les fournisseurs de connectivité numérique et les entreprises liées aux plateformes, bénéficie de la consolidation, des initiatives en matière de souveraineté numérique et de cycles d'investissement plus stables. Il offre également un profil plus défensif en période de volatilité des marchés et d'inflation attendue plus élevée.

### Préférences sectorielles

NEGATIVE	NEUTRAL	POSITIVE
Real Estate Consumer Discretionary Consumer Staples	Healthcare Materials IT software Energy Financials	IT hardware Utilities Industrials Communication Services

### Revenu fixe

Dans le domaine des titres à revenu fixe, nous avons décidé de **réduire le risque en diminuant notre exposition aux obligations à haut rendement et aux Cocos**. Compte tenu du contexte géopolitique incertain, des risques croissants pesant sur la croissance et d'un environnement de politique monétaire plus restrictive, nous préférons réduire notre exposition aux crédits de moindre qualité. Si les spreads se sont élargis, ils partaient de niveaux très compressés et restent étroits par rapport à l'historique.

Nous **avons également remplacé les obligations d'État italiennes par des obligations d'État européennes**. L'Italie est plus vulnérable à la crise énergétique que les autres grandes économies de la zone euro, car elle dépend davantage des importations d'énergie ; la prime de risque augmente donc davantage. Dans le pire des cas, cela aura un impact plus important sur les coûts, la compétitivité de l'Italie, la consommation et la croissance. Nous préférons donc privilégier une exposition plus large aux obligations d'État européennes.

## Conclusion

Face à une incertitude élevée et à un flux constant de nouvelles inquiétantes, il est naturel que l'anxiété des investisseurs soit forte. Dans des moments comme ceux-ci, certains pourraient être tentés de se retirer du marché, de réduire leur exposition ou d'attendre que les conditions « semblent » plus sûres. Cependant, sortir du marché pendant les périodes de volatilité conduit souvent à cristalliser les pertes et à passer à côté des reprises qui suivent.

Chez BIL, notre approche reste fondée sur les fondamentaux à long terme, la diversification et la gestion active des risques plutôt que sur le bruit du marché à court terme. Bien que nous restions investis dans un large éventail de classes d'actifs et de régions, nous avons pris des mesures adaptées pour réduire le risque du portefeuille à la suite d'une période de volatilité accrue. En réallouant nos actifs entre les régions, les styles, les secteurs et les niveaux de qualité de crédit, nous visons à limiter les vulnérabilités spécifiques tout en restant investis dans des domaines où les fondamentaux, la solidité du bilan et les caractéristiques défensives sont plus convaincants.



**Lionel De Broux**

GROUP CHIEF  
INVESTMENT OFFICER



**Johanna Lindberg**

MACRO STRATEGIST / INVESTMENT  
COMMUNICATION OFFICER

## Disclaimer

All financial data and/or economic information released by this Publication (the "Publication"); (the "Data" or the "Financial data and/or economic information"), are provided for information purposes only, without warranty of any kind, including without limitation the warranties of merchantability, fitness for a particular purpose or warranties and non-infringement of any patent, intellectual property or proprietary rights of any party, and are not intended for trading purposes. Banque Internationale à Luxembourg SA (the "Bank") does not guarantee expressly or impliedly, the sequence, accuracy, adequacy, legality, completeness, reliability, usefulness or timeliness of any Data. All Financial data and/or economic information provided may be delayed or may contain errors or be incomplete. This disclaimer applies to both isolated and aggregate uses of the Data. All Data is provided on an "as is" basis. None of the Financial data and/or economic information contained on this Publication constitutes a solicitation, offer, opinion, or recommendation, a guarantee of results, nor a solicitation by the Bank of an offer to buy or sell any security, products and services mentioned into it or to make investments. Moreover, none of the Financial data and/or economic information contained on this Publication provides legal, tax accounting, financial or investment advice or services regarding the profitability or suitability of any security or investment. This Publication has not been prepared with the aim to take an investor's particular investment objectives, financial position or needs into account. It is up to the investor himself to consider whether the Data contained herein this Publication is appropriate to his needs, financial position and objectives or to seek professional independent advice before making an investment decision based upon the Data. No investment decision whatsoever may result from solely reading this document. In order to read and understand the Financial data and/or economic information included in this document, you will need to have knowledge and experience of financial markets. If this is not the case, please contact your relationship manager. This Publication is prepared by the Bank and is based on data available to the public and upon information from sources believed to be reliable and accurate, taken from stock exchanges and third parties. The Bank, including its parent, - subsidiary or affiliate entities, agents, directors, officers, employees, representatives or suppliers, shall not, directly or indirectly, be liable, in any way, for any inaccuracies or errors in or omissions from the Financial data and/or economic information, including but not limited to financial data regardless of the cause of such or for any investment decision made, action taken, or action not taken of whatever nature in reliance upon any Data provided herein, nor for any loss or damage, direct or indirect, special or consequential, arising from any use of this Publication or of its content. This Publication is only valid at the moment of its editing, unless otherwise specified. All Financial data and/or economic information contained herein can also quickly become out-of-date. All Data is subject to change without notice and may not be incorporated in any new version of this Publication. The Bank has no obligation to update this Publication upon the availability of new data, the occurrence of new events and/or other evolutions. Before making an investment decision, the investor must read carefully the terms and conditions of the documentation relating to the specific products or services. Past performance is no guarantee of future performance. Products or services described in this Publication may not be available in all countries and may be subject to restrictions in some persons or in some countries. No part of this Publication may be reproduced, distributed, modified, linked to or used for any public or commercial purpose without the prior written consent of the Bank. In any case, all Financial data and/or economic information provided on this Publication are not intended for use by, or distribution to, any person or entity in any jurisdiction or country where such use or distribution would be contrary to law and/or regulation. If you have obtained this Publication from a source other than the Bank website, be aware that electronic documentation can be altered subsequent to original distribution.

As economic conditions are subject to change, the information and opinions presented in this outlook are current only as of the date indicated in the matrix or the publication date. This publication is based on data available to the public and upon information that is considered as reliable. Even if particular attention has been paid to its content, no guarantee, warranty or representation is given to the accuracy or completeness thereof. Banque Internationale à Luxembourg cannot be held liable or responsible with respect to the information expressed herein. This document has been prepared only for information purposes and does not constitute an offer or invitation to make investments. It is up to investors themselves to consider whether the information contained herein is appropriate to their needs and objectives or to seek advice before making an investment decision based upon this information. Banque Internationale à Luxembourg accepts no liability whatsoever for any investment decisions of whatever nature by the user of this publication, which are in any way based on this publication, nor for any loss or damage arising from any use of this publication or its content. This publication, prepared by Banque Internationale à Luxembourg (BIL), may not be copied or duplicated in any form whatsoever or redistributed without the prior written consent of BIL 69, route d'Esch | L-2953 Luxembourg | RCS Luxembourg B-6307 | Tel. +352 4590 6699 | [www.bil.com](http://www.bil.com).